

Algérie U.M.A.

Un obstacle : le retard de paiement

Les opérations d'exportation sur l'Algérie présentent un petit inconvénient : les délais de paiement estimés actuellement à 360 jours. Voici comment cet obstacle peut être contourné.

L'intérêt stratégique d'un Marché Commun à l'échelle maghrébine tout comme les avantages d'une coopération économique tous azimuts, ne sont plus à démontrer.

Toutefois, les échanges commerciaux entre pays membres de l'U.M.A. sont appelés à se développer en fonction des spécificités économiques et financières de chacun de ces pays.

Le cas de l'Algérie est à cet égard révélateur. Les retombées de la baisse des cours du pétrole amorcée en 1986 et la hausse des taux d'intérêt réels sur la dette extérieure rendent aléatoires les efforts d'ajustement entrepris. Néanmoins, l'impact de ces deux éléments a pu être réduit grâce aux restrictions d'importation et au faible changement de la position du compte courant (- 0,4 % à - 0,2 %).

Par ailleurs et selon les perspectives de l'OCDE pour 1989, l'augmentation des revenus pétroliers et l'ouverture sur le Grand Maghreb devraient donner à l'économie algérienne un nouvel élan. Il n'en demeure pas moins que le retard de paiement extérieur reste un obstacle majeur pour le développement des opérations commerciales avec l'Algérie.

Quelles sont donc les possibilités offertes aux exportateurs marocains souhaitant conquérir ce marché, en attendant un accord de règlement entre le Maroc et l'Algérie ?

L'opérateur marocain qui souhaite réaliser des exportations de montants importants sur l'Algérie devrait prendre en considération les exigences et conditions fixées par les organismes publics algériens effectuant des importations, tels l'OAIC (Office algérien interprofession-

nel des céréales) ou l'ONEPAL (Office chargé de l'importation des produits alimentaires).

Quelles sont ces conditions ?

Outre un retard de paiement de 360 jours, les partenaires algériens ne payent, au maximum, que le taux «Libor» + 3/8 (*), le reliquat par rapport au prix du marché devant être supporté par le fournisseur marocain.

D'autre part, les frais financiers, composés de commissions inhérentes à une opération d'exportation réalisée par voie documentaire (commission de notification, de confirmation, d'acceptation ou de paiement différé) seraient supportés par l'exportateur marocain. Ce dernier devrait pouvoir par conséquent, inclure l'ensemble de ces coûts supplémentaires dans son prix de vente.

On peut évaluer l'ensemble de ces

coûts à 2 % avec une marge financière «Spread» (***) comprise entre 2 1/2 et 4 % selon les conditions du marché.

Enfin, il paraît nécessaire à l'opérateur marocain de demander conseil et assistance à son banquier lors de la conception et du montage du contrat commercial, spécialement dans son aspect financier. Précisons que grâce à l'intervention de sa banque, il peut se faire financer par un correspondant étranger. Il n'est donc pas obligé d'attendre les 360 jours de délai de paiement.

Driss Bentayeb

Cadre de banque

(*) Le «Libor» est le taux interbancaire sur la place de Londres.

(**) C'est une marge qui revient à la banque qui finance l'opération et qui comprend des frais administratifs, des frais d'assurance et une marge commerciale de la banque

Union du Maghreb Arabe

Entretiens italo-français à Rome

Les relations Maghreb-Europe et les moyens susceptibles de les renforcer ont été au centre des entretiens qu'ont eus jeudi soir, à Rome, MM. Bettino Craxi, secrétaire général du Parti Socialiste Italien, et Jacques Huntzinger, conseiller du chef de l'état français pour les Affaires méditerranéennes, rapporte l'agence TAP.

Selon le journal « *Avanti* », organe du PSI, l'émissaire français a exposé au cours de son entretien avec M. Craxi, les initiatives que le président français, M. François Mitterrand compte prendre en vue de renforcer les relations entre les pays du bassin occidental de la Méditerranée, notamment dans les domaines politique, culturel et industriel.

Un forum se tiendra prochainement à cet effet, ajoute le journal.

M. Craxi a souligné de son côté l'importance accrue qu'accorde l'Italie au Maghreb Arabe, notamment à la suite de la naissance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Il a fait valoir, dans ce contexte, que l'initiative française trouvera certainement plein appui du gouvernement italien, indique-t-on de même source.

M. Craxi a en outre indiqué qu'il poursuivra prochainement sa tournée dans les capitales maaghrébines qu'il avait entamée par Tunis, Alger et Rabat, et qui le conduira par la suite à Tripoli et Nouakchott, ajoute-t-on de même source.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat italien aux Affaires Etrangères, chargé de la Coopération internationale, M. Mario Rafaelli, fait ressortir l'importance qu'accordent les Socialistes italiens à la naissance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

Dans un article publié vendredi par le journal « *Avanti* », il souligne que l'Italie et l'Europe ne peuvent qu'accueillir favorablement l'apparition d'un ensemble maghrébin unifié.

L'Europe et l'Afrique sont unies par les facteurs géographiques et historiques, ainsi que par la présence de milliers de jeunes maghrébins qui travaillent dans nos villes, la naissance de l'UMA nous appelle à aller de l'avant sur la voie du renforcement des relations avec le Maghreb Arabe ».

Le sommet de Marrakech

Les cinq chefs d'Etat maghrébins étudient les structures d'une future entité régionale

Le deuxième sommet maghrébin a bien lieu à Marrakech, comme prévu. Les hôtes du roi Hassan II sont arrivés au Maroc mercredi 15 février. L'avion du président tunisien, M. Zine El Abidine Ben Ali, qui effectue à cette occasion sa première visite au Maroc depuis son accession au pouvoir, s'est posé le premier sur l'aéroport de la Menara, suivi de peu par deux appareils des Libyan Airline. Le colonel Kadhafi était dans le premier, mais sécurité oblige... les présidents algérien et mauritanien, M. Chadli Bendjedid et M. Maouya Ould Sid Ahmed Taya, étaient à bord du second.

MARRAKECH

de notre envoyé spécial

Les choses sérieuses ont commencé mercredi dans l'après-midi, par une série de « contacts informels » entre les cinq chefs d'Etat et leurs plus proches collaborateurs. La séance d'ouverture du deuxième sommet maghrébin devait avoir lieu jeudi à la mi-journée, soit avec vingt-quatre heures de retard sur le programme initialement prévu. L'ordre du jour est chargé. Les cinq chefs d'Etat étudieront un projet d'accord sur l'« acte constitutif » de la future entité maghrébine, les synthèses sur « les conclusions des travaux des cinq sous-commissions spécialisées » et les moyens pratiques de mettre en route « la machine maghrébine ».

La clôture des travaux devrait coïncider avec la signature, vendredi, de l'acte constitutif de l'Union du Maghreb arabe ou du Maghreb arabe uni, selon celle des deux dénominations encore en cours qui sera retenue au terme du sommet de Marrakech. Les cinq chefs d'Etat ne se sépareront qu'après

avoir prié ensemble, vendredi, à la mosquée de la Koutoubia.

Entre la rencontre de Zeralda, en juin dernier, sans ordre du jour particulier et celle de Marrakech au programme léché, plusieurs étapes ont été franchies. La grande commission fondée le 10 juin 1988 s'était réunie le 13 juillet à Alger. Les délégations des cinq pays, sans rien décider de spectaculaire, avaient créé des sous-commissions spécialisées et placées chacune sous la présidence d'un Etat membre.

Groupes de travail

Ces cinq groupes de travail se sont réunis dans chacune des capitales en septembre. Ils ont présenté le résultat de leurs travaux à la grande commission, qui tenait sa deuxième session le 24 octobre à Rabat. Le moins que l'on puisse dire, est que la synthèse des rapports présentés, ce jour-là, ne fit pas l'unanimité.

A Tunis, le 24 janvier, la grande commission devait rediscuter des conclusions de la réunion de Rabat et débattre d'un document présenté par la délégation marocaine concernant « les structures de la future entité maghrébine ». Ce projet, qui proposait notamment la création d'un conseil des chefs d'Etat avec une présidence tournante de six mois, d'un conseil des ministres des affaires étrangères, d'un conseil consultatif et de plusieurs commissions ministérielles spécialisées, n'a pas obtenu l'approbation de toutes les délégations.

Les Tunisiens auraient aimé entendre parler de la création d'un secrétariat permanent. Les Libyens reprochèrent aux Marocains d'avoir trop marqué de leur empreinte le document.

Le commandant Khouildi El Hamidi, qui dirigeait la délégation libyenne, proposa même, dans ces conditions, de déplacer le sommet

Les Tunisiens auraient aimé entendre parler de la création d'un secrétariat permanent. Les Libyens reprochèrent aux Marocains d'avoir trop marqué de leur empreinte le document.

Le commandant Khouildi El Hamidi, qui dirigeait la délégation libyenne, proposa même, dans ces conditions, de déplacer le sommet de Marrakech à Tripoli. Aucun accord n'intervint. La Tunisie fut chargée d'apporter au projet les ultimes retouches nécessaires.

Les réserves des Libyens prirent une tournure suffisamment inquiétante pour que le président Chadli décide, lundi dernier, de faire une visite « *de travail et d'amitié* » en Libye. Il a discuté à Syrte avec le colonel Kadhafi de « *questions qui engagent l'avenir de la région du Maghreb arabe* ». Les deux hommes se sont ensuite envolés pour Tunis où ils se sont entretenus, à deux reprises, avec M. Ben Ali, au cours de ce que les agences de presse officielles ont appelé un « *pré-sommet* ».

Mardi, M. Chadli invitait le colonel Kadhafi à faire, dans l'ouest algérien, une halte sur la route qui devait mener les deux hommes au Maroc. Les tergiversations du chef de l'Etat libyen ont contraint le président tunisien à retarder son départ de vingt-quatre heures.

Complémentarité économique

Le colonel Kadhafi, qui a toujours milité pour une union des pays du Maghreb, étape vers l'unité de la nation arabe, avait remis en question sa présence à la rencontre de Marrakech si sa conception des relations maghrébines n'était pas sérieusement prise en considération. La Libye insistait sur la nécessité de créer une « *Confédération maghrébine* » avec un « *drapeau maghrébin* » et une carte d'identité commune aux cinq pays, garantissant une totale liberté de circulation des biens et des personnes. Une proposition inacceptable pour le Maroc et l'Algérie qui entendent privilégier, dans un premier temps, la complémentarité économique et les relations de coopération régionale.

Le « *Guide* » de la révolution libyenne, dans le but évident de faire monter les enchères, avait annoncé, qu'il allait lancer l'idée d'un « *plus grand Maghreb* » en soumettant au Maroc, à l'Algérie, à la Tunisie et à la Mauritanie l'adhésion du Soudan et de pays non arabes, comme le Tchad, le Niger et le Mali, lors du sommet de Marrakech. Ce « *plan* », auquel il aurait finalement renoncé, ne soulevait guère l'enthousiasme de ses partenaires. La construction d'un ensemble maghrébin homogène est une entreprise suffisamment compliquée pour que l'Algérie et le Maroc n'acceptent pas de remettre en cause le fragile équilibre maintenu depuis le rétablissement de leurs relations à coups de concessions mutuelles, inimaginables il y a quelques mois encore.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Réunion aujourd'hui de la Haute Commission maghrébine:

Les dernières retouches

Les représentants des cinq pays maghrébins se réunissent à partir d'aujourd'hui à Tunis dans le cadre de la commission maghrébine pour mettre la dernière main à un projet de texte définissant les structures du futur

ensemble maghrébin.

Plusieurs documents relatifs aux modalités d'intégration ont été préparés par les commissions sectorielles maghrébines mais il reste à la commission mère d'élaborer le document final qui sera

soumis à l'approbation des chefs d'Etat au cours de leur deuxième sommet dans les tout prochains jours à Marrakech.

Bien qu'aucune date précise n'ait été encore annoncée officiellement pour ce

sommet, l'on s'attend toutefois que la réunion préparatoire de Tunis confirmera la volonté nettement affichée des cinq pays de mettre définitivement sur les rails le grand ensemble maghrébin. L'effervescence diplomati-

que qui a marqué la scène maghrébine ces derniers jours et les grands projets bilatéraux élaborés au cours d'intenses réunions sectorielles durant les derniers mois témoignent en effet d'une conscience de plus en plus aiguë chez les Maghrébins quant à l'impérieuse nécessité de bâtir leur union régionale surtout dans la perspective du marché unique européen de 1992.

La volonté d'enclencher le processus maghrébin est d'autant plus assurée d'aboutir qu'un début de détente est apparu dans le conflit du Sahara Occidental qui a longtemps hypothéqué le projet maghrébin.



Baccouche



H'midi



Bessayeh



Filali



Oueld Sidi Ya

وزيرا لـ دولة المغربى المكلف بانحداد المغربى العربى لـ التشرىق الأوسط:

مسألة رسم الحدود تتعلق بالسىارة و مناقستها من اخصاصى القارة
العامل الاقصادى والعمل الشعبى هما الأساس لبناء الوحدة المغاربية

الرباط - مكتب «الشرق الأوسط» - من طلحة جبريل:

ينتمي ادريس العلوي المدغري وزير الدولة في وزارة الخارجية المغربية المكلف باتحاد دول المغرب العربي الى شريحة لامعة من التكنوقراطيين المغاربة الذين ارتقوا السلم، عبر عمل دؤوب وجهد ذاتي ملموس. تقلد عدة مناصب في القطاعات الاقتصادية الى ان تم تعيينه اخيرا ككاتب دولة (وزير دولة) لاتحاد المغرب العربي.

«الشرق الأوسط» التقته في مكتبه بالرباط واجرت معه حديثا هو الاول منذ توليه مهام منصبه الجديد.

وثمة مسألة لا يجب اغفالها حين نتحدث عما تم انجازه خلال فترة وجيزة، وهي ان كل دولة تعكف حاليا على ترتيب أوضاعها الداخلية لتتماشى وقيام الاتحاد. فانا شخصيا ما زلت بصدد تنظيم كتابة الدولة المكلفة باتحاد المغرب العربي، ولا شك ان المسؤولين في الدول الأربع الأخرى هم كذلك يقومون بالعمل نفسه.

● هل تقرر شيء بالنسبة لاجتماع الوزراء المكلفين بشؤون اتحاد المغرب العربي في الدول الخمس؟

- تقرر ان نجتمع قريبا في اطار لجنة المتابعة، وهي اللجنة التي تتكون من مسؤولين حكوميين لبحث كيفية تنفيذ البرامج المقررة، وسيعقد هذا الاجتماع في المغرب ولكن الموعد لم يتحدد بعد والمرجح عقد الاجتماع بعد شهر رمضان.

● هل هناك جديد بالنسبة للأجهزة التي لم يتم تشكيلها بعد مثل اللجان الوزارية المتخصصة ومجلس الشورى؟

- هذه مسألة تخص الترتيبات الداخلية في كل دولة، الجزائر مثلا عينت أخيرا اعضاءها في مجلس الشورى، واعتقد انه سيتم قريبا استكمال هذا الموضوع، اي في غضون الأسابيع القليلة المقبلة.

● الواضح ان الجانب الاقتصادي يحظى حاليا بالأولوية، فهل هناك شيء محدد سيتم في هذا الاطار، مشاريع كبرى مشتركة على سبيل المثال، بغض النظر عن الاتفاقيات الثنائية المبرمة حاليا؟

- لقد أقرت عدة توصيات من طرف اللجان الفرعية وتم تبنيها في قمة مراكش، وقد حددت تلك التوصيات الاطار العام الذي سيتم من خلاله التكامل الاقتصادي والتجاري كما تقرر تنشيط الأجهزة التي تلعب دورا فاعلا في ميدان الدراسات، وتشكيل لجان تهتم بقطاعات اقتصادية معينة. كل هذه الأمور ستبحث في اطار لجنة المتابعة وستدرس النتائج التي تحققت، ثم تحال التوصيات على وزراء الخارجية تمهيدا لبحثها في اطار اللجنة المغربية العليا.

● لقد قرر الملك الحسن الثاني أخيرا المصادقة على اتفاقية الحدود بين المغرب والجزائر وهي الاتفاقية التي وقعت عام ١٩٧٢. والمعروف ان هناك بعض المشاكل الحدودية بين الدول الخمس فهل تعتمرون بحث هذا الموضوع في اطار الاتحاد؟

- اعتقد ان هذه مسألة تتعلق بالسيادة، وبالتالي فهي من اختصاص قادة دول المنطقة.

ولكن لا شك ان كل عمل مغاربي في

وتحدث المدغري عن رؤيته لبناء المغرب العربي، وقال «ان العامل الاقتصادي سيكون هو المحرك الاساسي للتكامل»، كما اشار الى ان «العمل الشعبي» يجب ان يلعب الدور الرئيسي في بناء وحدة المغرب العربي. وفي ما يلي نص الحديث:

● بعد التوقيع على معاهدة مراكش في فبراير (شباط) الماضي التي ادت الى قيام اتحاد المغرب العربي، ثمة انطباع بان شيئا ملموسا لم يتحقق بعد في ما يتعلق بالخطط التنفيذية لتطبيق نصوص المعاهدة. ما رأيكم؟

- لا اعتقد ان الأمور مجمدة بل تتحرك، اذ ان الاجراءات العملية بعد المصادقة على أية معاهدة لا بد لها من فترة زمنية، وعلى هذا الصعيد يلاحظ ان معاهدة مراكش تم التوقيع عليها في ١٧ فبراير (شباط)، ونحن الآن في ابريل (نيسان)، وخلال هذه الفترة تمت المصادقة على المعاهدة من طرف المؤسسات التشريعية في الدول الخمس كما تم تعيين المسؤولين الحكوميين وما الى ذلك من قرارات لاقامة الهياكل، اضافة الى ان الامانة العامة للاتحاد تتطلب بدورها بعض الوقت لاستكمال اجهزتها.

على صعيد الواقع العملي نلاحظ ان عدة اجتماعات ولقاءات خماسية قد عقدت، ومن ذلك على سبيل المثال اجتماع وزراء الصحة الذي عقد في طرابلس. وعلى صعيد التعاون الثنائي بين دول الاتحاد انجزت عدة أشياء مثل الاتفاقية التجارية التي وقعت أخيرا بين المغرب والجزائر. كل هذا يدل على ان الأشياء تتحرك وبكيفية عادية.

ثم ان العمل المغاربي ليس عملا رسميا وانما هو عمل شعبي، وفي هذا الاطار نشير الى ان سفينة مراكش التي قامت بجولة في دول المنطقة الخمس اتاحت لعشرات الأشخاص من مختلف الاختصاصات اللقاء والتفاكر حول امكانية دفع العمل الوجدوي. كما ان هناك عدة أنشطة ثقافية تمت خلال الفترة الماضية.

مجلة
الشرق الأوسط

من كريستال العروس

سراج - زهور صناعية



إدريس العلوي المدغري

المجالات الاقتصادية او الاجتماعية او الثقافية سيوجد مناخا مواتيا لايجاد حل للمشاكل كافة. ونحن حاليا نركز على التعاون الاقتصادي باعتباره من الأولويات ولأنه الوسيلة الأساسية لتحريك التكامل بين الدول الخمس وهو الذي سيتيح لنا تقادي بعض المعوقات الجانبية.

● عودة الى اجتماع لجنة المتابعة، ما هي تحديدا النقاط التي سيتم بحثها خلال الاجتماع المرتقب؟
- يفترض ان يعد هذا الاجتماع لاجتماعات وزراء الخارجية تمهيدا لقمة قادة دول المنطقة. كما سنتدارس خلال الاجتماع كيفية عملنا وما الى ذلك

من مسائل تفصيلية.

● على صعيد المغرب ماذا تنوون عمله لتعزيز مسيرة اتحاد المغرب العربي؟

- سيعقد قريبا اجتماع حكومي موسع يضم كل الوزارات والهيئات والمؤسسات المغربية التي لها علاقة بالاتحاد لوضع خطط عمل متكاملة تشكل تصورنا للاجتماعات الموسعة للاتحاد.

● أود ان اطرح عليكم سؤالا ربما يعني المغرب اكثر من غيره، ومفاده هل لديكم تصور للعلاقة التي يمكن ان تقوم بين اتحاد دول المغرب العربي ومجموعة السوق الأوروبية المشتركة؟

- اذا كان المقصود بالتصور هو خطة عمل وبرامج محددة، فلا يمكننا في هذه الحالة ان نضع العربية امام الحصان، اذ ان هناك اجهزة مكلفة بوضع الأمور من الناحية العملية في اطارها الملائم، وبرمجة المشروعات وستأتي القرارات في وقتها. المهم بالنسبة أينا ضرورة الاهتمام بهذا الجانب لأن السوق الأوروبية المشتركة طرف مهم في علاقاتنا الخارجية ولا بد من التفكير في عمل جماعي منسق حتى يمكننا التعامل مع المجموعة الأوروبية في اطار مصلحة مشتركة.

● سؤال اخير، هل لديكم تصور

محدد لاثر التلاقح الشعبي والعمل غير الحكومي بين دول وشعوب المنطقة؟

- لا شك ان العمل الشعبي غير الحكومي هو الذي سيلعب الدور الرئيسي في بناء المغرب العربي، ولدي شخصيا اقتناع راسخ حول هذه المسألة، واعتقد ان المعادلة تقتضي تهيئة المناخ من طرف الحكومات لكي ينطلق العمل الشعبي وغير الحكومي سواء كان على صعيد الهيئات او المنظمات السياسية والاجتماعية او على صعيد الأفراد، وحتى يمكن اتاحة الفرصة للمبادرة في جميع الميادين. نحن نلاحظ حاليا انعقاد اجتماعات ولقاءات مغربية بصورة يومية، وهذا مؤشر مهم لوجود حماس وتجاوب شعبي مع قرارات القيادة.

وبصراحة انا متحمس جدا لاتاحة الفرص الكاملة امام جميع التظاهرات الثقافية والاجتماعية والفنية، وسأعمل على تشجيع كل المبادرات في هذا الجانب لأن بناء المغرب العربي لا يقوم فقط على المعاهدات والأجهزة الرسمية بل لا بد من العمل الشعبي.

وفوق كل هذا وذاك فان بناء صرح المغرب العربي يتطلب ان نسير بكيفية معقولة ومدروسة وخطوة تلو اخرى حتى نستطيع بناء بيت يصمد امام كل العواصف.